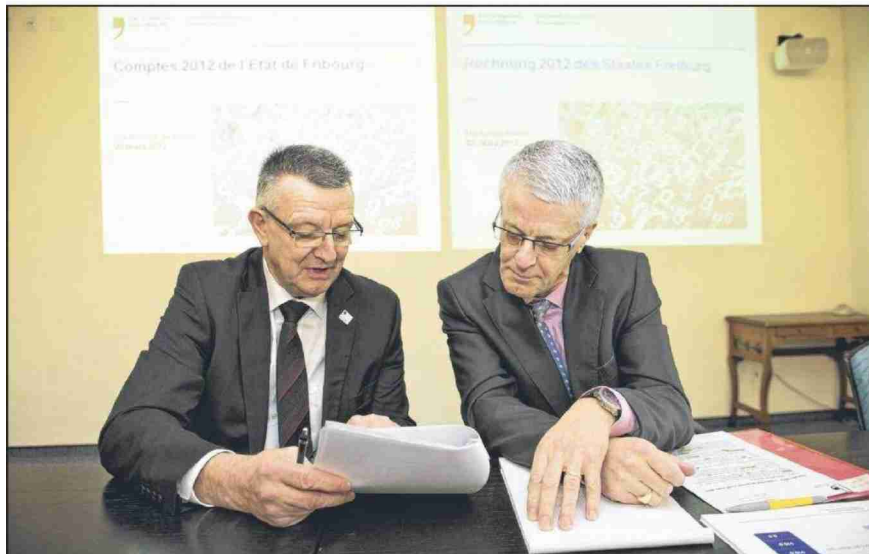

Date: 28.03.2013

LA LIBERTÉ

QUOTIDIEN ROMAND ÉDITÉ À FRIBOURG

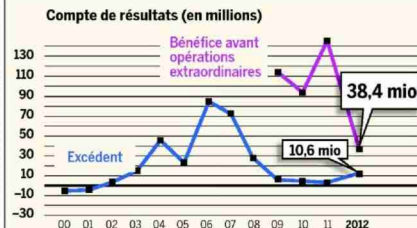
Le bénéfice de l'Etat est en très net recul

FINANCES • Les comptes de l'Etat de Fribourg bouclent sur un bénéfice de 38,4 millions de francs avant opérations extraordinaires. C'est le onzième exercice bénéficiaire consécutif, mais il est en baisse de plus de 100 millions.



Le directeur des Finances Georges Godel (à gauche) et le trésorier d'Etat Daniel Berset sont à la recherche d'économies. CHARLES ELLENA

COMPTES 2012 DE L'ÉTAT DE FRIBOURG



PHILIPPE CASTELLA

Les comptes de l'Etat de Fribourg bouclent sur un onzième bénéfice consécutif. Il est même quatre fois plus important que celui de l'année dernière: 10,6 millions de francs contre 2,8 mio pour 2011. Le budget, lui, tablait sur un petit excédent d'un million. Derrière ces chiffres officiels, la réalité est tout autre. Le bénéfice avant opérations extraordinaires - celui qui compte - plonge de 144,9 à 38,4 millions.

Autre indicateur qui vire à l'orange: le degré d'autofinancement des investissements tombe de 154,4% à 100,3%. C'est d'ailleurs pour le maintenir au-dessus de la barre des 100% et éviter le recours à l'emprunt que l'Etat a renoncé à faire davantage de provisions et maintenu le bénéfice officiel à 10,6 millions.

Revenus fiscaux en baisse

«On ne pleure pas misère, mais les signes de tension que nous annonçons depuis plus d'une année se confirment», commente le directeur des Finances Georges Godel. La principale cause de ce recul est à rechercher dans la fiscalité. «Les re-

venus de la fiscalité n'atteignent pas la cible du budget. Nous avons été trop optimistes», reconnaît le conseiller d'Etat. Non seulement ils sont en deçà des prévisions budgétaires (-4,3%), mais en deçà des comptes 2011 (-0,6%), ce qui est inquiétant dans un canton en pleine croissance démographique. L'impôt sur les personnes morales (-14% par rapport à 2011) pâtit tout particulièrement de la situation conjoncturelle difficile et de la cherté du franc.

Charges maîtrisées

Les charges, elles, sont relativement bien maîtrisées. Sur un total de 3,1 milliards, elles dépassent de 7,5 millions le budget (+0,2%). Et en réalité, elles sont même inférieures au budget, puisqu'y sont ajoutées les opérations de clôture.

Ces dernières sont en chute libre. Au lieu de 142,1 millions de provisions en 2011, l'Etat doit se contenter d'en faire pour 27,8 millions. Et encore, plus de la moitié de celles-ci vont être engagées ces prochains mois.

Les investissements sont aussi en fort recul: de 238 à 178,3 millions. Cela s'explique toutefois

par le fait que l'Etat a fait de nombreuses acquisitions de bâtiments et de terrains en 2011, dont le site Cardinal.

Corriger le tir

Le trésorier d'Etat Daniel Berset s'est lancé, lui, dans l'analyse des deux principales charges, celles du personnel et des subventions, qui représentent à elles deux 78% du total des charges. Leur évolution ces cinq dernières années en proportion de celle de la fiscalité cantonale fait souci. La part de la masse salariale par rapport aux revenus fiscaux est passée de 96,6% en 2008 à 103,4% en 2012. Quant à la quote-part des subventions, elle a grimpé durant le même laps de temps de 34,5% à 39,8%. La limite légale fixée là à 41% a même été dépassée dans le budget 2013. Il faudra donc corriger le tir.

Autre source d'inquiétude pour Daniel Berset, tant les revenus de la péréquation financière fédérale que la part au bénéfice de la Banque nationale marquent le pas et représentent désormais moins d'un demi-milliard. D'une année sur l'autre, le manco à absorber est de 58 millions.

Et ce n'est peut-être qu'un début, au vu des remises en question de cette péréquation en lien avec les pressions européennes sur la fiscalité des entreprises. «Là, on va au-devant de difficultés», estime le trésorier d'Etat. «J'ai le sentiment qu'on devra de plus en plus compter sur nous-mêmes. Il faudra anticiper une probable diminution de ce type de recettes.»

Cent millions à gratter

L'anticipation est d'ailleurs une des marques de fabrique du canton de Fribourg, selon lui: «Il s'agit de prendre des mesures suffisamment tôt avant de se trouver dans une situation d'urgence.»

C'est le sens du plan d'économies lancé déjà l'an dernier. Celui-ci devrait être mis en consultation avant l'été. «Notre objectif, c'est un minimum de 100 mio d'économies», précise Georges Godel. Toutes les pistes possibles sont explorées. «Il n'y a aucun tabou», assure le grand argentier. Quatre groupes de travail ont été formés: un sur les structures, un sur la masse salariale et les postes de travail, un sur les subventions et le dernier à la recherche de nouveaux revenus. |

COMMENTAIRE

Un ciel qui se couvre

PHILIPPE CASTELLA

Durant dix ans, le ciel au-dessus des finances fribourgeoises est resté d'un bleu resplendissant. Dix ans durant lesquels le grand argentier cantonal n'a cessé d'annoncer l'arrivée des nuages. Mais ceux-ci sont restés confinés à la ligne d'horizon, celle des plans financiers. La dette s'est transformée en une fortune qui se rapproche aujourd'hui du milliard.

Et voilà qu'au cœur de l'été dernier a retenti un coup de tonnerre. Le directeur des Finances Georges Godel an-

nonce une détérioration rapide de la situation et l'arrivée prochaine d'un orage. Cela se confirme à l'automne puisque, pour équilibrer le budget 2013, il a fallu puiser 38 mio dans la fortune. Nouvelle confirmation hier avec un bénéfice comptable en fort recul en 2012.

On est loin d'un ouragan et l'orage n'est pas encore là. Le ciel se couvre toutefois. Dans ce contexte, le plan d'économies lancé est louable, mais ses effets s'annoncent douloureux. Il sera difficile à faire passer alors que le soleil brille encore. Surtout qu'en paral-

lèle, on programme une diminution de la fiscalité des entreprises pour amortir la disparition, qui paraît inéluctable sous la pression européenne, des statuts fiscaux spéciaux.

Bref, avant que l'orage ne frappe, il va y avoir de l'électricité dans l'air. La partie s'annonce difficile pour le Conseil d'Etat. Surtout qu'au-delà du maintien de l'équilibre des finances, il a un autre défi bien plus important à relever, à savoir encadrer l'incroyable croissance démographique du canton.

DES RÉACTIONS FORT CONTRASTÉES

Trois partis ont réagi hier à la publication des comptes de l'Etat pour l'année 2012. Leurs réactions sont pour le moins contrastées. Côté socialiste, on voit dans ces résultats «la faillite des baisses fiscales». Pour le PS, «la cause principale de cette détérioration des finances de l'Etat n'est autre que les multiples baisses fiscales octroyées ces dernières années. Le discours de la droite, qui prônant des baisses d'impôts, affirmait il y a peu que ces baisses entraîneraient des augmentations de rentrées, était donc bien un discours faux. Les baisses d'impôts affaiblissent l'Etat mais n'apportent en rien des revenus supplémentaires.» Et le parti à la rose de constater «la faillite pure et simple des théories de l'attractivité fiscale».

Le PS milite en faveur d'une nouvelle politique économique, «axée non pas sur des faux semblants, mais sur une vraie vision de l'avenir». Dans ce sens, il demande à ce que le Conseil d'Etat «s'engage avec vigueur dans le renforcement du pôle économique du Grand Fribourg. Il s'agit de prendre maintenant nos responsabilités quant à l'avenir de notre capitale.»

La vision des libéraux-radicaux est... radicalement différente. Pour le PLR, c'est la hausse des dépenses qui précarise l'équilibre des comptes. «Si l'on ne tient pas compte des opérations comptables, les charges de l'Etat progressent de 2,1% malgré une baisse générale du coût de la vie de 0,7% en 2012», écrit le PLR. Et d'en

déduire: «Au vu des difficultés financières annoncées ces prochaines années, les dépenses cantonales doivent être analysées sans tabou afin de garantir un Etat efficace et des prestations de qualité.» Dans ce sens, il soutient la nécessité d'un plan d'économies.

Les radicaux s'inquiètent également de la diminution de la capacité d'autofinancement: «Le fait que l'Etat peut tout juste financer ses investissements sans recourir à l'emprunt est préoccupant.» En lien avec le départ de plusieurs entreprises hors du canton, le PLR appelle le gouvernement à «prendre les mesures nécessaires pour créer des conditions-cadres attractives». Il regrette que la fiscalité des personnes morales se dégrade en comparaison intercantonale et demande de le corriger.

Quant au Parti vert-libéral, il se dit «très préoccupé par l'évolution actuelle de la fiscalité des entreprises». Il aimerait savoir si les causes de la forte baisse enregistrée sont uniquement d'ordre conjoncturel ou si elles sont plus graves. Constatant que la fortune nette du canton approche la barrière du milliard de francs, le PVL demande s'il ne serait pas «temps que l'Etat «investisse» dans des baisses de la fiscalité destinées à permettre aux entreprises d'investir pour retrouver des zones bénéficiaires et ainsi recommencer à payer des impôts sur le bénéfice». PHC

LES CHIFFRES CLÉS

Compte de résultats

> Revenus:	3146,6 mio (3129,5 mio en 2011*)
> Charges:	3136,0 mio (+0,2% par rapport au budget)
> Bénéfice:	10,6 mio (2,8 mio en 2011)
> Bénéfice avant op. extr.:	38,4 mio (144,9 mio en 2011)

Provisions

> Bluefactory:	6 mio
> Engagements hors bilan:	5 mio
> Cliniques privées:	4,7 mio
> Hôpital fribourgeois:	3 mio
> Soins spéciaux en EMS:	3 mio
> Assainissement de la Pila:	2 mio
> Travail de nuit:	1,3 mio
> Autres opérations:	2,8 mio
> Total:	27,8 mio

Compte des investissements

> Recettes:	67,7 mio (86 mio en 2011*)
> Dépenses:	178,3 mio (238 mio en 2011*)
> Investissements nets:	110,6 mio (152 mio en 2011*)
> Autofinancement:	110,9 mio (234,7 mio en 2011*)
> Degré d'autofinancement:	100,3% (154,4% en 2011*)

Dette et capital

> Dette brute:	448,4 mio (453,9 mio en 2011)
> Capital net:	914,9 mio (886,4 mio en 2011)
> Fortune par habitant:	3214 fr.

*Chiffres ajustés en excluant les données des réseaux hospitaliers.